

## Rezensionen / recensions / recensioni

Derouet, Jean-Louis & Derouet-Besson, Marie-Claude (Éd.). (2009). *Repenser la justice dans le domaine de l'éducation et de la formation*. Berne/Paris: Lang/INRP, collection Exploration, Recherches en sciences de l'éducation. 385 p.

Faisant écho aux transformations socio-économiques et politiques contemporaines, diverses analyses des thématiques liées à la *justice*, à l'*équité* et à l'*égalité* dans le domaine de l'éducation font l'objet de publications de qualité (voir par exemple, aux éditions Lang: Dupriez, V., Orianne, J.-F. & Verhoeven, M. (Éd.). (2008). *De l'école au marché du travail, l'égalité des chances en question*). L'ouvrage collectif que dirigent Jean-Louis Derouet et Marie-Claude Derouet-Besson propose de *penser le changement* introduit par l'articulation étroite de la formation avec le monde économique dans les secteurs d'intervention jusque-là protégés de l'État Providence, dont ceux de la santé, de l'éducation et de la formation. C'est que le modèle de démocratisation qui avait prévalu à la construction des systèmes de formation et d'éducation, basé sur un idéal de justice et d'égalité est mis à mal par les nouveaux modèles basés sur l'efficacité et la concurrence. L'objectif de l'ouvrage, tel qu'annoncé par ses coordinateurs, «est de suivre les processus par lesquels s'opère le passage d'un modèle à un autre, d'étudier les tuitages qui caractérisent la période contemporaine et de poser les bonnes questions pour l'avenir» (p. 7).

Cet essai s'articule en trois parties. La première s'interroge sur «le constat du blocage d'un modèle» dont les limites sont finement analysées par F. Dubet (les *dilemmes de la justice*) et M. Duru-Bellat (les *effets pervers de l'inflation scolaire*). Ces constats sont suivis de «retours réflexifs» sur les origines à travers, d'une part, *l'analyse historique* proposée par deux spécialistes de l'histoire de l'éducation en France (P. Caspard et A. Prost), et d'autre part à travers *l'interrogation sur le projet culturel et les rapports au savoir* proposé par les sociologues B. Lahire (les *approches socio-génétiques des inégalités, dispositifs scolaires et dispositions sociales*) et J.-Y. Rochex (*repenser l'exigence de culture et l'exigence de justice sociale*). Dans un mouvement complémentaire intéressant, un miroir «déformant» est tendu à ces études propres à l'État français: S. Stech propose une réflexion intéressante sur la justice libérale dans le contexte d'une société post-égalitaire (*Sociétés en transition du centre et de l'est de l'Europe*).

La deuxième partie du livre interroge les «recompositions des modèles de justice dans les sociétés d'après l'État-Providence» (à savoir plus spécifiquement les sociétés anglo-saxonnes) à partir de contributions portant sur ce qu'est *l'équité en éducation dans le cadre de la crise de l'État-providence* (L. Benadusi), sur *l'éducation et la justice sociale dans une société de l'après État-providence* (S. Tomlinson), sur les *propositions du nouveau parti travailliste britannique* (S. Gewirtz), sur la

rhétorique *européenne* et les *cinq régimes d'action qui la caractérisent* (E. Verdier). Toujours dans cette seconde section, est analysée la *formation des élites et l'émergence d'autres formes de justice pour tous* à travers des contributions portant sur la *fin de la méritocratie* et les *stratégies des classes moyennes* (A. van Zanten), sur le *développement du capital social comme critère d'évaluation des politiques éducatives* (B. Perret) et des *figures de l'injustice à l'école* (P. Merle). Enfin, les *déplacements et la recomposition du modèle social français* sont analysés à travers les travaux portant sur la question de la *quantité et de l'équité dans le cadre de la planification en éducation* (C. Seibel), de la *mise en œuvre de la loi organique, des lois de finance dans le contexte de la justice éducative* (J.-R. Cytermann) et des *relations de travail, de justice sociale et des politiques sous contrat* (M. Lallement).

La troisième partie de l'ouvrage aborde plus particulièrement des questions de méthodes de recherche : « En quoi la recherche propose de nouvelles méthodes qui permettent d'interroger le déplacement des modèles de justice » est esquissée à partir de la contribution des *études biographiques* (I. Goodson) ou à partir de l'exemple du Danemark et des *approches qui y sont faites des différences culturelles* (J.-C. Barbier). Enfin, R. Normand se penche sur la mesure de la *justice en éducation* et *esquisse une arithmétique politique des inégalités*.

La conclusion est ambitieuse. Elle propose de construire un nouveau projet démocratique. Dans un premier temps, A. Van Haecht interroge le partage des bénéfices et le projet de dynamique sociale qui le sous-tend : « L'un des thèmes les plus lourds de sens pour nos réflexions à venir est celui du contenu et, donc, de l'étendue de la culture commune dont chaque citoyen doit être porteur dès la fin de la scolarité obligatoire. [...] L'enjeu de la réponse est fondamentalement politique [...] » (p. 370). Ensuite, J.-E. Charlier questionne les exigences de justice et de solidarité amenées par la mondialisation de l'éducation dans l'axe nord-sud et les écarts qui « tendent vers l'infini, entre l'enfant occidental bénéficiant d'un enseignement à domicile donné sur le modèle du préceptorat dans un environnement riche de toutes les ressources pédagogiques imaginables et son homologue africain suivant une scolarité dans des locaux précaires, sans aucun matériel scolaire » (p. 377). Enfin, J.-L. Derouet plaide pour un nouveau projet de démocratisation et prône, pour se faire, un « retour aux fondements de la philosophie politique de l'éducation » couplé à la « récupération de l'expérience des acteurs » et à « l'éloge du bricolage » : « Pour servir ce programme, la sociologie doit opérer un retour sur elle-même afin de sortir du cadre qui s'est construit à l'époque des politiques d'égalité des chances. C'est en s'intéressant à des petites choses qui échappent aux grandes enquêtes que la recherche peut faire émerger de nouvelles perspectives. [...] Il ne s'agit pas seulement de s'intéresser à une construction du social au quotidien mais de dégager des réalités qui n'apparaissent le plus souvent qu'en creux ».

Interroger ce qui est moins visible, moins observable, tels les sentiments et le vécu des acteurs en prise directe avec ces transformations, est sans aucun doute essentiel pour comprendre les enjeux et les perspectives ouvertes par les évolu-

tions en cours. La conclusion de Godson (pp. 328-329), plus qu'un constat, pourrait être prise comme un appel à la résistance active:

*Les réformes jettent trop souvent le bébé avec l'eau du bain et, une fois jeté, le bébé est particulièrement difficile à ranimer. Il est nécessaire en Occident de marquer une pause dans le rythme effréné des réformes pour réfléchir aux dangers réels qui nous menacent lorsque de plus en plus de personnels dévoués et consciencieux des services publics se mettent à exprimer leur aliénation et leur désespoir.*

La lecture des différents chapitres du livre montre qu'on est bien en présence d'un processus politique avant tout, bel et bien construit par des acteurs: «Il serait irresponsable d'en tirer des conclusions qui participent à la vogue de la critique de l'État. Même si son intervention pour mettre en place l'école unique n'a pas eu les effets escomptés, il serait naïf de croire que la démocratisation procède d'un mouvement naturel de la société» (Derouet, p. 384).

Car si les outils actuels permettent de prendre la mesure de l'ampleur des transformations irréversibles en cours et de décrire avec pertinence l'état et les limites du système actuel, rien n'est pourtant moins aisé que de poser les «bonnes questions». A partir du cadre rétrospectif, empiriquement objectivable, la recherche peut retrouver les origines probables des effets indésirables. Il lui est cependant difficile d'élaborer des scénarios dont les fondements scientifiques sont incertains sans glisser vers la profession de foi ou un certain type de conservatisme stérile. En garde-fou, les données empiriques présentées tout au long de cet ouvrage collectif peuvent nourrir et documenter solidement une réflexion civique, politique ou sociale engagée de la part des chercheurs et des professionnels de la formation, de l'éducation et des autres métiers de l'humain que l'évolution de nos sociétés post-industrielles interpelle et inquiète de manière aigüe.

*Danièle Périsset, HEP Valais et Université de Genève*